

puis-je demander si ce document a été envoyé à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique? Sinon, quand le sera-t-il?

L'hon. M. Greene: J'ai discuté de la question avec le ministre de la Colombie-Britannique chargé de la qualité de l'eau dans cette province, et je suis certain que nous pourrions collaborer de façon satisfaisante en vue de la solution de ce problème.

M. David Anderson (Esquimalt-Saanich): Ma question supplémentaire rejoindra peut-être celle que l'honorable représentante de Vancouver-Kingsway a sur le bout des lèvres, car je vois, monsieur l'Orateur, qu'elle s'efforce d'attirer votre attention. Le ministre entend-il envoyer au comité les bills C-105 et C-180, qui parlent tous deux d'interdire les phosphates, afin qu'ils puissent être examinés ensemble pour déterminer s'il serait souhaitable d'incorporer leurs dispositions à la loi sur les ressources en eau du Canada?

L'hon. M. Greene: Je ne suis pas certain du statut actuel de ces bills. En ce qui concerne les phosphates et les détergents, je pense que nous avons déjà les renseignements nécessaires et nous sommes prêts à prendre toutes les mesures nécessaires à cet égard.

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Le ministre nous donnera-t-il la ferme assurance que la loi destinée à interdire les détergents—je veux dire les détergents au phosphate—sera présentée au cours de la session actuelle?

L'hon. M. Greene: Vous voulez dire les phosphates dans les détergents, sans doute. Je le répète, la manière exacte dont nous procéderons n'est pas décidée, mais je puis assurer à l'honorable représentante qui a témoigné tant d'intérêt à la question, que la mesure que nous prendrons, quelle qu'elle soit, pour contrôler et interdire cette substance, sera prise aussi rapidement que possible.

Mme MacInnis: Le ministre n'a pas entendu ma question. Je lui ai demandé si la loi serait présentée au cours de la présente session.

L'hon. M. Greene: Si telle est la méthode à suivre pour assurer ce contrôle, elle le sera.

LES PORTS

COME-BY-CHANCE—L'AMÉNAGEMENT DE QUAIS POUR LA RAFFINERIE DE PÉTROLE

M. Walter C. Carter (Saint-Jean-Ouest): Ma question devrait s'adresser au ministre des Travaux publics, monsieur l'Orateur, mais en son absence et celle de son secrétaire parlementaire, peut-être le ministre des Finances y

répondrait-il. Le gouvernement a-t-il fait ou fait faire une étude de faisabilité de la raffinerie de pétrole projetée pour Come-By-Chance? Si je pose la question c'est que le gouvernement semble hésiter à approuver la demande d'aide financière de la Compagnie en rapport avec des installations portuaires privées.

M. l'Orateur: J'ai l'impression qu'il s'agit ici du genre de question qui devrait normalement être inscrite au *Feuilleton*. S'il y a urgence, cependant, le ministre pourrait y répondre.

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Je préférerais attendre que le ministre des Travaux publics soit ici. La question s'adresse vraiment à lui.

LA POLLUTION

MONTRÉAL—LA PUBLICATION DES RAPPORTS SUR LA CONTAMINATION DE L'AIR—LA PRÉ- SENTATION DE MESURES LÉGISLATIVES

[Français]

M. Louis-Roland Comeau (South Western Nova): Monsieur l'Orateur, je voulais poser une question à l'honorable ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, mais, en son absence, je l'adresserai à son secrétaire parlementaire.

Le ministère a-t-il entrepris une enquête se rapportant à la pollution de l'air au Canada, étant donné les récents rapports sur la situation qui existe à Montréal et, dans l'affirmative, a-t-il l'intention de rendre ces rapports publics, à la Chambre ou ailleurs?

[Traduction]

M. Stanley Haidasz (secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social a entrepris un programme national d'échantillonnage de l'air, en collaboration avec les provinces. Le ministre décidera, je pense, de toute question relative aux rapports qui seront soumis.

[Français]

M. Comeau: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

J'aimerais spécialement demander si ces rapports sont complets et si le ministère entend présenter un projet de loi à ce sujet au cours de la prochaine session?

[Traduction]

M. Haidasz: Cette question, de politique ministérielle, sera traitée en temps utile.